ASSEMBLÉE NATIONALE

26 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-2088

présenté par

M. Di Filippo, M. Bazin, Mme Bonnivard, M. Fabrice Brun, M. Cinieri, M. Cordier, M. Dubois, M. Dumont, Mme Gruet, Mme Louwagie, Mme Alexandra Martin, M. Neuder, M. Taite, M. Vatin, M. Jean-Pierre Vigier, Mme Blin et Mme Serre

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 46, insérer l'article suivant:****Mission « Travail et emploi »**

Dans un délai de 6 mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'opportunité et les modalités de mise en œuvre d'un plafonnement du montant cumulé des aides sociales à 75% du SMIC, en excluant les prestations liées au handicap ou au grand âge et à la dépendance. Ce rapport présente notamment les conséquences de cette mesure sur nos finances publiques et en terme de retour à l'emploi.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à plafonner le cumul des aides sociales à 75% du SMIC (de ce que toucherait au total une personne au SMIC dans la même situation), afin que le travail paie toujours plus que l'assistantat.

Un pays où reprendre un travail signifie parfois perdre de l'argent court à sa perte. Or cela peut être le cas, avec les frais liés aux trajets domicile / travail, à la restauration, à la garde d'enfants, ou encore aux impôts. La politique des chèques mise en place par ce gouvernement, chèques qui s'adressent souvent aux « plus démunis » et qui laissent de côté les classes moyennes renforce encore cette possibilité de mieux vivre en ne travaillant pas qu'en travaillant.

Cet amendement vise à empêcher que l'on puisse mieux gagner sa vie par les allocations qu'en travaillant, afin de valoriser le travail et d'inciter chaque personne qui y est apte à reprendre un emploi et à participer ainsi au redressement économique de notre pays.